

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-hollandaises et la construction européenne, à Amsterdam le 20 janvier 2014.

Monsieur le Premier ministre, cher Mark,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise,
Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux d'être accueilli comme chef d'Etat dans cette visite exceptionnelle qui m'est accordée par les autorités néerlandaises. Je m'exprime ici, dans un lieu magnifique qui est chargé d'histoire et, en même temps, porteur d'avenir.

La rencontre que nous avons eue cet après-midi entre les chefs d'entreprise de France, des Pays-Bas, me confirme une nouvelle fois que nous avons beaucoup plus d'intérêts communs que nous le croyons.

C'est souvent vrai en amitié. On pense que l'on n'a pas besoin de se donner des preuves tellement elle est évidente. Il est nécessaire à certains moments, à certaines époques - et pas forcément tous les 14 ans puisque cela fait 14 ans qu'un chef d'Etat français n'est pas venu ici aux Pays-Bas - il est bon qu'à certains moments, nous nous rappelions ce que nous avons déjà fait ensemble et ce que nous pouvons faire encore, nos deux pays réunis.

Il y a un nouveau contexte économique qui s'ouvre en Europe. Pendant des mois et des mois, la seule préoccupation qui animait les chefs d'Etat et de Gouvernement, ainsi que la Banque centrale européenne, c'était de savoir si nous pourrions sortir la zone euro de son instabilité, préserver l'intégrité-même de cette zone euro, dès lors que certains pays paraissaient incapables de pouvoir y rester.

La seule question qui nous occupait, c'était de mettre en place des instruments de stabilité, ce que nous avons fait. Pendant des mois, nous avons construit l'union bancaire, qui paraissait une utopie dans le cadre d'une crise financière qui avait frappé les établissements et qui avait conduit un certain nombre d'Etats à, même, nationaliser des banques pour éviter le pire. Nous avons réussi. Tout n'est pas réglé mais l'essentiel est fait.

Quelle est notre responsabilité désormais ? C'est de mettre l'Europe sur le chemin de la croissance et de la compétitivité. La question qui est posée aux Européens, c'est de savoir s'ils resteront une zone qui, sans doute a un passé glorieux, a un présent plus difficile et s'il est possible de faire de cette zone un leader du monde. Car nous ne devons jamais oublier que l'Union européenne, c'est la première puissance économique du monde.

Je sais que nos deux pays sont profondément européens. Nous sommes les fondateurs, mais nous sommes aussi des pays où le scepticisme est grand et où nos peuples se posent toujours la question de savoir si l'Europe nous entraîne ou si elle nous entrave. Alors, nous devons montrer qu'un nouveau temps est venu et que les Européens vont construire ensemble un destin commun, mais fondé sur une économie dynamique.

Nos deux pays ont également eu à faire face à un redressement, un rétablissement des comptes publics et également à un effort de compétitivité. Nous n'avons pas encore atteint tous nos objectifs mais nous sommes sur le bon chemin.

Si je viens ici devant vous, ce n'est pas pour parler simplement du passé ou des liens qui nous

... je pense que devant nous, ce n'est pas peut-être simplement de passer les décisions qui nous unissent. C'est pour proposer une forme de nouvelle alliance entre les Pays-Bas et la France, pour porter un message européen. C'est aussi pour nous mettre le plus possible en capacité, nos deux pays, de sortir le plus vite possible de cette croissance trop faible, pour montrer que nous avons de grandes entreprises qui travaillent ensemble et qui sont des leaders mondiaux.

Je veux souligner l'importance de nos échanges. Mark a rappelés ces chiffres : la France est le troisième client des Pays-Bas, les Pays-Bas sont notre septième fournisseur. Le volume de nos commerces extérieurs bilatéraux dépasse 40 milliards d'euros. Les investissements français aux Pays-Bas sont de l'ordre de 38 milliards d'euros et ce que les Néerlandais font en France en termes d'investissement, est proche de 34 ou 35 milliards d'euros. C'est considérable. Nous pourrions d'ailleurs considérer que nous avons atteint nos objectifs, sauf la France parce que nous avons un déficit du commerce extérieur avec les Pays-Bas. Mais je ne suis pas venu ici pour simplement demander que l'on achète davantage français, même s'il faut y songer.

Je pense que nous devons ensemble élever encore le niveau de nos échanges et de nos investissements. Je sais que l'économie néerlandaise est très ouverte, très dynamique avec un port, Rotterdam, qui est le premier port européen et qui permet d'avoir la moitié de notre commerce extérieur qui passe par ce port.

Les entreprises françaises doivent donc venir aux Pays-Bas pour tirer tout le bénéfice de cette situation. A l'inverse, j'invite les entreprises néerlandaises, et elles sont nombreuses - 500 sont déjà implantées en France - à participer aussi au renouveau industriel que nous voulons promouvoir et à la compétitivité que nous devons rétablir. C'est le sens du pacte de responsabilité que j'ai annoncé et qui doit mobiliser tous les acteurs, qui doit convaincre tous les partenaires, que la France est un terrain d'investissement possible, une source de création de richesse. Il doit y avoir de la visibilité.

Nous avons, je l'ai dit, déjà des coopérations industrielles ou économiques tout à fait significatives. Nous avons tous cité, Mark et moi-même, d'autres tout au long de la journée, la référence, l'exemple, d'Air France KLM. Mais on aurait pu également parler de Schiphol et Aéroports de Paris, de Connexion et Transdev et tant d'autres entreprises. Nos énergéticiens, Total, GDF Suez, occupent un rôle de premier plan ici en matière d'exploration, de production de gaz naturel, notamment dans la mer du Nord. J'aurai pu également parler d'Alstom sur le marché des transports, puisqu'il y a 1 000 entreprises françaises qui sont présentes sur le marché néerlandais.

Mais ce que je souhaite, c'est que l'on puisse constituer davantage de partenariats. Dans quels domaines ? Cela a été l'objet de votre séminaire. Nous pouvons évoquer l'aéronautique, le transport, les biotechnologies, l'énergie, les nouvelles économies numériques. Tout cela fait partie de ce que nous avons à faire ensemble.

L'intérêt de cette réunion, ce n'est pas simplement de nouer des alliances pour nos marchés respectifs. C'est d'être capable d'être présents sur les marchés extérieurs partout dans le monde. Je suis pour que, dans l'Europe, il y ait des leaders mondiaux, c'est-à-dire que des entreprises puissent se former sans crainte pour la concurrence et avoir la capacité de pouvoir peser sur le marché mondial. C'est cela l'enjeu. L'innovation dont nous avons parlé est l'élément essentiel si nous voulons y parvenir.

Dès lors, nous devons regarder ce que nous pouvons faire ensemble. Vous avez choisi deux sujets.

Le premier, c'est l'énergie. C'est la grande question pour les prochaines années. Nous savons tous qu'il va y avoir une transition à accomplir, à la fois fondée sur une certaine sobriété dans la consommation, économiser l'énergie, sur la recherche de nouvelles sources d'énergie, le renouvelable, sur la capacité qu'à chaque pays d'avoir ses propres facteurs énergétiques, ici le gaz, en France, le nucléaire. Mais être capable de pouvoir avoir cette sécurité énergétique avec des prix et des coûts les moins élevés possibles c'est un élément essentiel pour la compétitivité. Je suggère donc que sur ce sujet-là - il y a de grandes entreprises néerlandaises, de grandes entreprises françaises - nous puissions être les plus dynamiques pour convaincre l'Europe de faire cette communauté de l'énergie.

Le second sujet que vous avez évoqué, c'est la ville durable, c'est-à-dire qu'est-ce que nous allons imaginer comme développement urbain dans les prochaines années ? Comment allons-nous vivre ? Nous pouvons avoir des expériences que nous pouvons partager. Il y a des entreprises, en France, aux Pays-Bas, qui sont les meilleures en termes de transports, de mobilité, de traitement des déchets, de traitement de l'eau. Je crois que nous pouvons aller vers la conquête de marchés extérieurs.

Tout pays doit se demander sur quel secteur il sera, demain, l'un des premiers au monde. Les Pays-Bas ont fait cet effort, ont choisi 9 secteurs. Le dixième étant les sièges sociaux, où vous avez une certaine force compétitive - je le reconnais - qui doit nous amener aussi à réfléchir. Vous avez choisi 10 secteurs où vous pensez pouvoir être les meilleurs. Ce sont souvent d'ailleurs les mêmes que ceux que nous avons choisis : l'énergie, la chimie, l'économie du vivant, les biotechnologies et, d'une manière générale, le numérique ainsi que tout ce qui est relatif aux transports.

Mais qu'importe, chaque pays doit se dire : sur quoi nous pouvons faire la différence. Et nous pouvons à partir de cette sélection, de ces priorités, nous retrouver. Car je l'ai dit, il y a des domaines communs et nous pouvons apporter à chacun de nos pays nos propres expériences. Les Etats sont forcément concernés, les gouvernements, en faisant en sorte d'apporter des soutiens pour l'innovation, la recherche, la formation. C'est ce que nous faisons. Les villes peuvent également apporter leur réflexion et je me suis réjoui qu'il y ait eu un accord entre les maires de Paris et d'Amsterdam pour ouvrir la voie à une coopération.

Nous avons adopté une déclaration bilatérale sur notre partenariat. Mark RUTTE et moi-même avons voulu qu'il y ait une dimension économique qui soit forte dans cette volonté commune d'action. Ce qui nous importe c'est d'insister sur le rôle des PME, parce que nous voulons qu'il y ait plus de PME qui soient dans le courant de nos échanges et également sur la priorité qui doit être donnée à l'innovation. Partout, dans tous les domaines, les pays les plus performants seront les pays où l'innovation aura été le plus développée.

On m'a posé beaucoup de questions au cours de cet après-midi, beaucoup de chefs d'entreprise ont voulu en savoir davantage sur le pacte de responsabilité. Mais vous savez vous ce que c'est un pacte de responsabilité, parce que si Louis Bonaparte vous a apporté le Code civil, vous vous avez apporté une forme de compromis social que vous avez expérimentée pendant des années, et plus récemment que l'expérience que vous avez pu connaître d'un monarque français. J'en ai donc tiré des leçons. Nous devons faire en sorte à un certain moment d'avoir un objectif commun. Quel est cet objectif pour un pays : l'emploi, la capacité d'avoir plus de croissance, la compétitivité et donc de rassembler les forces vives autour de cet objectif, c'est ce que vous faites et c'est ce que nous avons aussi à faire.

Je veux terminer sur deux sujets dont on ne parle pas assez souvent dans ce type de réunion et qui pourtant sont essentiels. Le premier c'est le tourisme, parce que c'est un facteur aussi de création de richesse. Nous, nous sommes très fiers, les Français, d'accueillir trois millions de Néerlandais chaque année. Ce qui fait qu'il y en a quinze millions qui ne viennent pas, ce qui est quand même un problème. Mais c'est la première destination, pour les Néerlandais, venir en France.

Maintenant je comprends pourquoi - Mark a donné la raison - c'est parce que la Tour Eiffel est éclairée par une société néerlandaise, mais nous devons faire en sorte et c'est vrai également que plus de touristes français viennent ici ils, sont déjà nombreux au Pays-Bas.

Nous devons considérer cet enjeu non pas simplement de manière bilatérale, non pas simplement comme une volonté européenne, c'est un enjeu mondial le tourisme, parce qu'il y aura des millions et des millions de citoyens qui viendront partout dans le monde, notamment des pays émergents, Chinois, Indiens, Brésiliens et tant d'autres, qui voudront venir connaître notre Europe. Et nous devons les accueillir de la meilleure des façons.

Deuxièmement, si nous voulons - et cela a été marqué par des accords qui ont été signés - que nos peuples se connaissent davantage, que nos étudiants travaillent ensemble, portent des recherches communes, alors nous devons multiplier les échanges et faire en sorte que nos

universités françaises, néerlandaises, puissent être des lieux d'excellence. Et je crois que c'est la perspective que nous avons ouverte.

Voilà Mesdames et Messieurs, cher Mark, ce que je voulais dire devant vous. La France et les Pays-Bas, je l'ai dit sont deux pays fondateurs de l'Europe, cela nous crée des responsabilités. D'abord, de faire aimer l'Europe, vaste tâche, immense travail, et pourtant c'est absolument indispensable si on veut lutter contre le populisme. Faut-il encore que cette Europe soit aimable, c'est-à-dire qu'elle soit capable d'être plus cohérente, plus claire, plus efficace, plus orientée vers la croissance et l'emploi.

Mais nous devons toujours parler de cette grande idée qui est née ici aux Pays-Bas, en 1948 au Congrès de La Haye, après la guerre, où des jeunes parlementaires - François Mitterrand en était un à cette époque - étaient venus témoigner de leur engagement pour l'Europe.

Cette belle idée elle ne doit pas s'éteindre, elle doit se travailler, elle doit se façonner avec les défis d'aujourd'hui et surtout de demain. C'est parce que nous sommes deux vieilles nations, deux grands peuples avec une grande histoire, pour chacun d'entre nous, que nous devons avoir une volonté pour cette Europe de demain.

J'ai été heureux de participer à cette journée où, plusieurs fois, il a été évoqué la culture française et parlé la langue française. Et quand il y a ce souci de nous faire cette élégance, je vous donne toute ma reconnaissance et hélas - je n'aurai pas la politesse de vous parler en néerlandais, mais simplement en européen.

Merci.